



## EcoBrief

### **Prix des services : une poche d'inflation qui devrait perdurer en 2025**

**En France comme en Allemagne, un nouveau rebond de l'inflation devrait marquer le mois de novembre, à 1,8 et 2,6% a/a respectivement selon nos prévisions contre 1,6 et 2,4% en octobre et 1,4 et 1,8% en septembre (indice harmonisé d'Eurostat). La persistance de l'inflation dans les services explique le niveau encore relativement élevé de l'inflation globale.**

La publication des chiffres préliminaires d'inflation en Allemagne (le 28 novembre) et en France (le 29 novembre) devrait refléter les progrès de la désinflation tant sur l'énergie, l'alimentation que sur les biens manufacturés.

Les prix continuent toutefois de progresser de plus de 2% sur un poste : les services, sachant que ces derniers représentent près de la moitié de l'indice des prix. Une exception appelée à durer encore quelques mois :

- En France, l'inflation dans les services a atteint 2,9% a/a en octobre selon l'indice harmonisé (2,2% selon l'IPC) et devrait conserver ce rythme dans les prochains mois. Nous anticipons un chiffre de 3,2% a/a en novembre et d'encore 2,9% a/a en mars 2025, sous l'effet de la prochaine hausse des tarifs des consultations médicales, des complémentaires santé, des assurances habitation et automobile et de la consolidation budgétaire annoncée (hausse de la taxe sur les billets d'avions). L'inflation resterait ensuite supérieure à 2% sur l'ensemble de l'année 2025 ;
- En Allemagne, l'inflation dans les services est encore plus élevée (4,8% a/a en octobre selon l'indice harmonisé) en raison de la répercussion retardée de l'inflation passée sur les hausses de salaires négociés (+8,8% a/a au 3<sup>e</sup> trimestre). Cela laisse penser que l'inflation globale devrait rester supérieure à 2% dans les prochains mois.

Ainsi, même si la convergence à terme de l'inflation vers la cible de la BCE n'est pas remise en cause, la persistance de l'inflation dans les services au cours des deux prochains trimestres (et sa baisse très modérée ensuite) pourrait inciter les ménages à continuer de maintenir un taux d'épargne élevé et donc à contraindre leur consommation.

**Stéphane Colliac**

Economiste Senior, France-Allemagne

